

Les associations de lutte contre la pauvreté entrent en campagne

Les 50 associations du collectif Alerte et du Collectif des associations unies pour une nouvelle politique publique du logement des personnes sans abri et mal logées ont, le 4 janvier depuis le centre d'hébergement Saint-Martin de l'association des Cités du Secours catholique, annoncé le lancement d'une « Autre campagne », opération de communication virale contre les idées reçues sur la pauvreté. Quelques mois après la réédition d'*En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté* d'ATD quart monde, il s'agit pour les deux collectifs « de mener une campagne politique » au moment où tous les candidats à la présidentielle sont en passe d'être connus, après la primaire de la gauche de la fin du mois de janvier. Partant du principe que « les idées fausses peuvent devenir des propositions infondées », explique François alors que cet hiver « est l'un des plus difficiles sur le front de l'hébergement depuis des années ». La pauvreté « n'est pas au cœur de la campagne qui s'engage », a-t-il pointé. S'il y a « des visites [des candidats dans des lieux associatifs], il n'en sort pas grand-chose en termes d'engagement », a-t-il ajouté, au lendemain du déplacement du candidat LR François Fillon chez Emmaüs Défi. En revanche, « la suppression de l'aide médicale d'Etat serait une mesure scandaleuse », y compris sur le plan de la santé publique, et « la dégressivité des allocations chômage aurait un effet immédiat sur la hausse de la pauvreté ». Certes, la réforme des minima sociaux est incontestablement devenue un thème de campagne, « mais il faudra juger au-

Soulage, président du collectif Alerte, les associations entendent « montrer le décalage entre ce qui se dit et la réalité ». Par exemple, « si on continue à laisser dire que l'on peut vivre dignement avec le RSA, nous aurons du mal à faire avancer notre revendication d'augmenter son montant », a-t-il illustré. Les associations préparent donc des « visuels et expressions de ce que vivent les gens sur le terrain ». A partir du 31 janvier, leur « site de campagne » s'attachera à déconstruire les idées déjà récurrentes – « les sans-abri ne veulent pas travailler », « mieux vaut être migrant que sans-abri français », « les allocations chômage n'incitent pas à la reprise d'emploi »... –, avant de réagir au gré des petites phrases ou propositions de campagne, via les réseaux sociaux également, mais aussi « devant les QG des candidats ou par des mobilisations citoyennes », précise Christophe delà de la proposition générale », notamment sur les contours exacts d'un revenu universel, les chiffrages et les financements avancés, estime Christophe Robert. « Nous serions contre une allocation unique qui ferait des perdants », relève pour sa part Bruno Grouès, coordonnateur du collectif Alerte.

Au bout du compte, « avec un million de pauvres en plus en dix ans et 50 % de sans-abri supplémentaires entre 2001 et 2012 », le tout sur fond d'augmentation du nombre des expulsions locatives, « on est sur une pente extrêmement dangereuse qui montre qu'on n'a pas mis le paquet pour inverser les processus d'exclusion », condamne Christophe Robert. De cet échec cumulé sur « 10, 15, 20 ans », émerge selon lui non pas

Robert, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre. Les associations vont ainsi former un « comité de vigilance », prolonge Florent Gueguen, directeur général de la FNARS (désormais Fédération des acteurs de la solidarité) : « A partir d'aujourd'hui, dès qu'une déclaration d'un leader d'opinion aura pour conséquence une régression sociale et la stigmatisation, nous réagirons. »

A cette opération de déconstruction les associations prévoient d'associer leurs propres plateformes de propositions, celle du collectif Alerte, qui avait obtenu de François Hollande le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté de 2013, devant être rendue publique au début du mois de mars. « Cette "Autre campagne" s'inscrit dans un contexte d'inquiétude et de colère », a souligné Florent Gueguen, dénonçant en particulier « une banalisation du sans-abrisme »

le sursaut attendu, mais « la tentation de baisser les bras, de trouver des coupables et d'opposer les populations entre elles ». Malgré les mesures prises durant le quinquennat, « on n'a pas tout essayé et on pourrait prendre 1 000 exemples portés par les associations, les mal-logés, les citoyens et les élus qui se bougent ». L'idée est donc de proposer notamment aux candidats des mesures déjà expérimentées dans le domaine de l'emploi, du logement, de la santé ou de l'éducation. « La loi "territoires zéro chômage de longue durée" est le symbole de ce qu'une expérimentation peut changer », considère François Soulage, espérant amener les candidats à dire s'ils acceptent ou non « de bousculer le système actuel ». ■

Maryannick Le Bris